Avertissement : La commission Stiglitz a fait appel à Jean Gadrey pour en devenir membre. Aussitôt sollicité, Jean Gadrey a averti quelques-uns de ses amis et collègues pour leur demander leur avis quant à la participation à une telle commission. Le groupe réuni par Jean Gadrey a alors démarré en son sein une discussion sur les indicateurs de richesse et sur la richesse elle-même. Le texte qui suit résume un certain nombre de contributions que j'ai apportées au cours des deux dernières décennies et il sert de support à une discussion que j'ai avec notamment Jean Gadrey, Dominique Méda et Patrick Viveret.

Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt

(Proverbe chinois)

Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse

Jean-Marie Harribey

Nicolas Sarkozy vient d'ajouter à son actif un nouveau coup qui, pour être médiatique, n'en risque pas moins d'être un tour de passe-passe. Il a confié à quelques grands noms de l'économie orthodoxe mâtinée d'humanisme, Amartya Sen, Joseph Stiglitz, lauréats de la Banque de Suède en 1998 et 2001, et Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE, le soin de réfléchir à de nouveaux indicateurs de richesse, plus à même de mesurer le bien-être que le produit intérieur brut (PIB). L'opération ne manque pas d'étonner après avoir promis d' « arracher la croissance avec les dents », notamment grâce aux propositions de la Commission Attali qui veut voir la France courir vers 5% de croissance économique par an.

La contestation du productivisme inhérent à une société à laquelle est assignée une seule finalité, faire toujours plus de profit pour accumuler du capital, est devenue telle que, crise écologique et dérèglement climatique aidant, il est désormais de bon ton, jusque dans les milieux dominants, de prêter une oreille attentive aux recherches menées pour construire des indicateurs alternatifs.

Depuis très longtemps, en effet, on connaît les limites du PIB, indicateur additionnant toutes les valeurs ajoutées monétaires dans un pays donné en une année. Par définition, en sont exclues les activités ne faisant pas l'objet d'une évaluation monétaire, comme le travail domestique ou le travail bénévole associatif. En revanche, y sont comptabilisées des activités économiques dont la contribution au bien-être est faible, voire négative, comme des productions nuisibles, destructrices, polluantes, etc. On sait aussi que, au-delà d'un certain seuil de PIB, l'amélioration marginale du bien-être décline. Une abondante littérature a été consacrée à un tel « paradoxe » dit d'Easterlin [1974][1].

Même des économistes appartenant au courant dominant, comme Pigou en 1920, avaient attiré l'attention sur les limites d'un agrégat monétaire. Et, au cours de la décennie 1970, W. Nordhaus et J. Tobin [1973] avaient proposé un « indicateur de bien-être économique durable ». Dans les années 1990, L. Osberg et A. Sharpe [2003] ont construit un « indice de bien-être économique ». Ce qui inspire ces démarches, dont ont bien rendu compte Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice [2005], c'est d'essayer de soustraire les activités « négatives » en termes de bien-être ou bien de synthétiser un ensemble d'indicateurs sociaux et environnementaux « positifs ». Mais le nouvel indicateur le plus connu est sans conteste celui de l'ONU dans le cadre du PNUD, l'indice de développement humain (IDH) qui associe le PIB par habitant, l'espérance de vie et le niveau d'instruction. De son côté, l'OCDE se met

[1] . Voir notamment les travaux de A. Douai [2007].

à la page en définissant le projet de « mesurer et favoriser le progrès des sociétés ».[2] La « Déclaration d'Istambul » (2007) de la Commission européenne, de l'OCDE, de l'Organisation de la Conférence islamique, de l'ONU, du PNUD et de la Banque mondiale va également dans ce sens.

En France, la seule initiative marquante est née au sein du « Réseau d'alerte sur les inégalités » qui propose le « Baromètre des inégalités et de la pauvreté » (BIP 40). Cependant, il faut noter qu'une nouvelle réflexion sur la définition de la richesse a été impulsée depuis une dizaine d'années. Malheureusement, elle ne présente pas un ensemble cohérent, ce qui est bien compréhensible dès lors que des considérations normatives se mêlent à des considérations scientifiques. On peut discerner deux orientations essentielles[3] qui peuvent, en leur sein, connaître des variantes, ce qui ajoute à la complexité.

La première est issue des travaux en France de Dominique Méda [1999] dont l'essentiel a été repris par Patrick Viveret [2003]. Elle est construite autour de l'idée que l'économie politique classique (de Smith, Ricardo, Malthus jusqu'à Marx) a fourvoyé la définition de la richesse dans une mauvaise direction, privilégiant la recherche de l'accumulation, dont nous payons aujourd'hui le prix, en termes de productivisme et de dégâts sociaux et écologiques. Ainsi, la comptabilité nationale moderne qui a mis au point l'indicateur phare du PIB serait fille d'une conception erronée de la richesse. Cette approche n'a pas de rapport direct avec celle de Sen en termes de *capabilities* pour définir le développement humain et le bien-être, mais ses auteurs sont sans doute assez proches d'elle. Parallèlement, un courant que l'on peut qualifier de néo-physiocrate, autour des travaux de Robert Ayres [2000, 2001], Dietmar Lindenberger et Reiner Kummel [2002], relayés en France par Yves Cochet [2005], soutient que la science économique aurait négligé l'apport de valeur, au sein du PIB, de la nature et notamment de l'énergie. Ces auteurs proposent une mesure de cet apport, à hauteur de 50%, à partir d'une fonction de production néo-classique dans laquelle ils introduisent le facteur naturel à côté du capital et du travail. Bien que fondées sur des présupposés différents, ces deux approches se rejoignent dans la critique de tous les paradigmes économiques existants, considérés tous comme économicistes.

Une seconde orientation est en construction depuis une quinzaine d'années. Elle peut se rattacher à une inspiration néo-marxiste-écologiste. Elmar Altvater [1992,1997, 2003], Jean-Marie Harribey [1996, 1997, 2004-a, 2005-a, 2005-b, 2005-c, 2008], Ali Douai [2007], Daniel Tanuro [2007], en Europe, et John Bellamy Foster [2000, 2002], Paul Burkett [2006], outre-Atlantique, en sont quelques-uns de ses représentants. Comme ils sont, pour l'instant, encore relativement dispersés, je me reporte à ma propre interprétation élaborée progressivement depuis la première moitié de la décennie 1990[4].

Malentendus, contresens ?

La thèse que je soutiens est que la conception de la richesse qui prévaut aujourd'hui n'est pas imputable à l'économie politique classique mais au système économique dont la raison d'être est de produire de la valeur pour le capital, et qui trouve dans la théorie économique néo-classique, et principalement dans celle-là, la caution idéologique dont il a besoin pour imposer sa légitimité. En effet, la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange est fondatrice de l'économie politique et fut récusée ensuite par la théorie néo-classique. Le premier concept définit la richesse, le second désigne la forme que revêt la valeur qui, dans le cadre du capitalisme, va grossir le capital. Cette distinction dont l'intuition

---

[2] . Voir Centre d'analyse stratégique [2008].

[3] . Je laisse de côté ici les analyses de la valeur du courant du « capitalisme cognitif » que j'ai discutées ailleurs [J.M. Harribey, 2004-b].

[4] . Indépendamment des autres auteurs que je n'ai connus que par la suite, au fur et à mesure que leurs travaux furent publiés et que je ne connais d'ailleurs pas complètement.

remonte à Aristote est pour nous, qui nous positionnons de manière critique, cruciale à plus d'un titre.

Premièrement, elle permet de considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la valeur d'échange (valeur d'échange ⇒ valeur d'usage[5]). Ainsi se trouve posée, dès l'Antiquité, et réaffirmée par Smith, Ricardo et Marx, l'irréductibilité de l'une à l'autre. C'est ce qui permettra à Marx de dire que les deux sources de la *richesse* (et non de la valeur) sont la terre et le travail. Radicalement contraire est l'affirmation, qui courra de Jean-Baptiste Say jusqu'aux néo-classiques, selon laquelle il y a identité entre utilité et valeur, c'est-à-dire que l'une est la condition nécessaire et suffisante de l'autre et réciproquement (valeur d'échange ⇔ valeur d'usage). On ne peut plus tergiverser et renvoyer dos-à-dos l'économie politique (la critique de Marx incluse) et la théorie néo-classique : il est parfaitement possible de trancher entre les deux visions. Il suffit d'un contre-exemple et l'affaire est jouée : le lait bu par le nourrisson au sein de sa mère a une valeur d'usage mais n'a pas de valeur d'échange. Le champ de la richesse ne se réduit donc pas à celui de la valeur. Et, les multiples bienfaits fournis par la nature ressortissent à la même distinction : la lumière du soleil n'a pas de valeur d'échange. Cela, nous le devons à l'économie politique.

Deuxièmement, la distinction entre richesse et valeur laisse possible la création et l'extension d'un espace pour la richesse non marchande – quoique monétaire – et même pour la richesse non monétaire. Ainsi, trop de critiques sommaires du PIB oublient que celui-ci contient le produit non marchand qui est offert par les administrations publiques et dont le paiement est socialisé grâce à l'impôt. Inversement, si l'on monétisait certaines activités humaines actuellement non monétaires, comme le travail domestique ou le travail bénévole dans les associations, toutes choses égales par ailleurs, la richesse en termes de valeurs d'usage et le bien-être resteraient les mêmes, tandis que le PIB s'en trouverait accru. Cela montre bien le caractère conventionnel et donc arbitraire du périmètre des activités monétaires recensées dans le PIB, mais cela n'a strictement rien à voir avec une prétendue faille de l'économie politique.

D'où vient l'incompréhension entre les représentants de la première approche initiée par D. Méda et ceux de la seconde dont je fais partie ? D'une série de malentendus et peut-être de contresens malheureusement très répandus. Qu'on ne voie pas dans ce jugement une attitude méprisante de ma part mais le souci d'exprimer clairement un propos que je soumets à mon tour à la critique. Ces malentendus, voire contresens, ne se situent d'ailleurs pas uniquement chez les auteurs qui ont entrepris la tâche de « reconsidérer la richesse ». On les trouve aussi chez les tenants de certaines orthodoxies, comme le marxisme traditionnel.

Premier contresens très fréquent, et sans doute source de plusieurs autres : sur le travail productif. A contrario de maintes affirmations, il faut dire qu'il n'y a pas de travail productif en soi. Le travail productif se définit en regard du rapport social en vigueur : productif de valeur pour le capital ou bien productif de valeur monétaire non marchande ou bien productif de simple valeur d'usage. Les services domestiques étaient pour Smith, Malthus et Marx improductifs de valeur pour le capital et non pas de valeurs d'usage. De plus, à leur époque, les services tout court étaient très peu développés et donc leur attention était concentrée sur la production de marchandises matérielles, seule susceptible de nourrir l'accumulation du capital. Que l'on se souvienne de la distinction de Marx entre procès de production en général et procès de production capitaliste. Malheureusement, toute une tradition marxiste, postérieure à Marx, a véhiculé des conceptions totalement erronées sur le caractère productif du travail, attaché à la seule production matérielle, ou bien sur le caractère improductif des travailleurs des services non marchands. J'ai montré à quelles contradictions ces restrictions menaient et

[5] . J'utilise ce symbole d'implication logique dans son sens formel.

comment asseoir logiquement le caractère productif de valeur d'usage et de valeur monétaire non marchande du produit du travail effectué dans la sphère non marchande [Harribey, 2004-a]. Contradictions dont n'est pas à l'abri un théoricien aussi éminent et critique qu'André Gorz qui perpétue cette croyance aux « faux frais dont le financement doit provenir des prélèvements sur la survaleur produite par l'industrie » [A. Gorz, 2008, p. 127] et qui confond le fait que les gains de productivité soient généralement plus faibles dans les services, marchands ou non, particulièrement les services aux personnes, que dans l'industrie avec le caractère productif du travail [p. 149].[6]

Deuxième contresens, qui a alimenté nombre de controverses : sur la « valeur(-)travail. Combien d'ouvrages et d'articles confondent le sens économique que l'on trouve dans la théorie dite de la « valeur-travail » et le sens philosophico-politique – et donc normatif – qui est sous-jacent à la « valeur travail » (sans trait d'union cette fois-ci) ! Remettons à plus tard l'examen de la question de savoir s'il existe un lien entre les deux notions. Commençons par rappeler quelques linéaments.

- La théorie de la « valeur-travail » est la seule théorie susceptible de décrypter l'exploitation de la force de travail. Aujourd'hui, la discussion sur les fameuses « loi de la valeur » et « transformation » est close : contrairement aux affirmations de tous les manuels d'économie standard, il n'y a pas de profit qui, macroéconomiquement parlant, ne vienne de la plus-value (c'est ce que des auteurs comme N. Okishio [1973] et M. Morishima [1973] ont qualifié de « théorème marxien fondamental »). Et n'en déplaise à tous les grincheux par rapport à la théorie de la « valeur-travail », nous n'avons qu'elle pour dissoudre, entre autres, les propositions absurdes de financement macroéconomique des retraites par la capitalisation. Qu'on se le dise une bonne fois pour toutes : le capital est stérile en terme de valeur.

- Economiquement parlant, la notion de « valeur du travail » n'a aucun sens car elle entretient la confusion entre le salaire (valeur que reçoit le travailleur, dite « valeur de la force de travail ») et la valeur de la marchandise produite par la force de travail. Entre les deux, il y a la plus-value capitaliste.

- De ce non sens sur « valeur du travail », il n'y a qu'un pas pour glisser vers le registre normatif quand on parle à gauche et aussi à droite de « valeur travail ». On comprend facilement quel intérêt avait Sarkozy de prôner l'idéologie du mérite à la place de la solidarité et l'augmentation du temps de travail pour gagner davantage. Mais pourquoi autant de confusions et d'atermoiements de la part d'une certaine gauche ? Au cours des deux dernières décennies, il était de bon ton de jeter aux orties les fondamentaux de la critique de l'économie capitaliste, sous prétexte « d'échec du marxisme » ou d' « économisme ». Or, la critique du rapport social salarial n'a pas pris une ride : la force de travail manuelle et intellectuelle, répétons-le, est seule productrice de valeur économique. Et cette force de travail est exploitée et aliénée, de plus en plus à l'époque du néolibéralisme, d'où l'extraordinaire enrichissement des riches, via les revenus financiers. Au lieu de cela, quel bric-à-brac idéologique nous a servi l'orthodoxie ayant gagné les rivages de la gauche ? En vrac : le travail n'est plus la source de la valeur (économique) et, sur cette base prétendument objective, sa « valeur » disparaît, entendue au sens économique et philosophique. Dans ces conditions, l'objectif du plein emploi devient une vieille lune. Et, malheureusement, il me semble que D. Méda [2001, p. 76] n'a pas aidé à clarifier le débat théorique et politique en jouant sur la polysémie du terme « valeur » : « J'ai moi-même plaidé, écrit-elle, pour qu'à côté des activités purement

[6] . En revanche, je partage totalement le sens du titre du dernier chapitre du livre de Gorz « Richesse sans valeur, valeur sans richesse ».

productives (le travail), on reconnaisse de la valeur – et derechef qu'on accorde un espace et un temps suffisants – aux activités politiques, familiales, culturelles et personnelles […] ».[7]

Agir pour le plein emploi à l'encontre du mythe de la « fin du travail » n'équivaut pas à sacraliser le travail ni, pire, à ne voir dans le travail productif de marchandises que l'unique source de richesse, de bien-être et d'épanouissement de soi. C'est la raison pour laquelle, la réduction du temps de travail peut être le moyen de rapprocher des problématiques au départ différentes. Le temps de travail est, depuis deux siècles, l'un des principaux enjeux de la lutte des classes pour le partage du produit du travail. A l'ère du chômage de masse et de la crise écologique, il faut accepter une modération de la productivité par tête et utiliser tout gain de gain productivité horaire pour le répartir sur tous : travailler plus n'est admissible que si cela signifie travailler tous, pour ceux qui le peuvent et le veulent, mais chacun de moins en moins. Deux écueils, miroirs l'un de l'autre, sont donc à éviter. Celui de croire (à gauche) que le travail n'est plus le centre où se nouent les rapports de classes et la socialité. Et celui de prôner (à droite et parfois à gauche) la « valorisation du travail » tout en le précarisant. L'émancipation humaine sera fonction de la distance prise par rapport au travail contraint grâce à la RTT et non d'un retour à l'esprit bourgeois fondateur du capitalisme. Voilà un point qui me paraît capable de nous aider à rapprocher nos vues.

On pourra alors enfin ouvrir une voie vers un modèle de développement non productiviste. C'est à partir du moment où l'on fait en sorte qu'il n'y ait plus de « surnuméraires » sur le bord du chemin que l'on peut sérieusement repenser les finalités du travail et de la production, et, au-delà, les finalités de l'activité humaine.

Ainsi, les malentendus au sujet de la théorie dite de la « valeur-travail » pourront commencer à être gommés : il serait paradoxal qu'une théorie qui fut pensée dès son origine pour être une théorie critique des rapports sociaux soit récusée au nom d'un anti-économisme.[8]

Comment s'occuper de mesurer la richesse si une telle confusion règne sur ce qu'elle est ?

Au sein du courant néo-physiocrate s'est installée l'idée que les économistes ne savent pas mesurer l'apport de la nature au flux de valeur économique (et donc de revenu) engendré périodiquement. Croyant être plus écologistes que les plus écologistes, les tenants de cette approche se sont mis en tête de mesurer cet apport comme le font les néo-classiques en décomposant le taux de croissance économique à partir de la dérivée logarithmique d'une fonction de production de type Cobb-Douglas, dans laquelle ils introduisent un facteur supplémentaire, l'énergie ou tout autre facteur naturel. Le résultat est autant cocasse que grotesque : les néo-physiocrates imputent au facteur naturel 50% de la croissance du PIB, retrouvant ainsi le fameux résidu des néo-classiques assimilé au progrès technique. Dans une telle fonction de production multiplicative (à facteurs substituables, ce qui est un comble quand on a le souci de l'écologie !), construite pour répartir intégralement le produit entre capital et travail, n'importe quel troisième facteur remplirait le rôle ici du progrès technique ou là de l'environnement.[9]

Celui qui ne serait pas au fait de ces considérations un peu techniques peut se livrer au raisonnement de bon sens suivant. Si l'on considère que les « facteurs de production » sont complémentaires, alors s'impose la notion de *facteur limitant* : je produis zéro si je n'ai pas d'énergie, mais ça n'autorise pas à en conclure que l'énergie produit 100% de la valeur (les 100% seraient la seule conclusion logique dans cette optique et non pas la moitié) ou bien que

---

[7] . En annexe de son ouvrage, P. Viveret [2003] cite l'échange de courrier que j'ai eu avec lui lorsqu'il préparait son rapport au gouvernement de l'époque et, curieusement, reconnaît que j'ai raison sur le fond, mais préfère continuer de se référer à D. Méda.

[8] . Voir J.M. Harribey [2008].

[9] . Pour un approfondissement, voir J.M. Harribey [2005-c].

« le pétrole crée plus de plus-value que le travail » comme le répètent à l'envi nombre d'écologistes croyant être ainsi meilleurs écologistes, ce qui est un énorme contresens montrant la confusion entre l'occasion de la production de plus-value (quand on produit du pétrole ou tout autre marchandise) et le « facteur », c'est-à-dire le créateur de la valeur de cette production. Dans le début de la 2ème section du chapitre 16 de sa *Théorie générale* [1936], Keynes exécute définitivement la confusion entre le travail et le cadre dans lequel s'effectue le travail : en quelques lignes, il remet les idées en place pour ne plus confondre la productivité (du travail) et les causes de sa variation (connaissances, techniques, accès aux ressources, organisation, etc.). En cela il ne fait que reformuler avec un autre vocabulaire la relation que Marx voyait entre les forces productives et les rapports sociaux au sein desquels les premières sont mises en œuvre, dont il ressort que « il est préférable de considérer le travail […] comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituent le cadre déterminé où ce facteur opère » [Keynes, 1969, p. 223]. Question de logique, qui ne porte en elle aucun jugement normatif *a priori* et qui laisse la porte ouverte à la décision sociale : on choisit d'aller plus avant dans le productivisme ou de mettre un coup d'arrêt à celui-ci.

L'eau, l'air, l'énergie, le soleil, les bactéries sont à la base de la vie et donc de la vie économique. Et de la valeur produite ? Eh bien, non. S'il en était autrement, les néo-physiocrates devraient élaborer une théorie sur les bactéries. Les physiocrates du XVIIIe étaient enfermés dans la vision de leur époque, une économie agricole, et ils attribuaient à la nature ce qui relevait du travail humain. Or, à la nature reviennent les mérites des rayons de soleil, au travail la création de valeur économique. C'est le mérite d'Adam Smith d'avoir balayé les illusions physiocratiques au vu des transformations qu'il avait sous les yeux. L'économie agricole nous a donné Quesnay et la physiocratie, l'économie industrielle nous a donné Smith et une ébauche de théorie de la valeur. Bel exemple de démarche matérialiste au sens méthodologique. Ce qui ne vaut pas quitus pour les dégâts engendrés par l'industrie. Et ce qui ne signifie pas l'oubli de la nécessité des ressources naturelles pour produire et de la nécessité de les préserver pour l'avenir.

A l'opposé des affirmations d'un certain courant de l'écologie politique, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse* mais *n'ont pas de valeur monétaire « intrinsèque »* comme le soutiennent les économistes de l'environnement néo-classiques, croyant ainsi faire assaut de vertu et rattraper leurs impensés théoriques.

Je plaide donc pour distinguer quatre niveaux de compréhension :

a) les ressources naturelles sont des richesses ;
b) elles n'acquièrent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si l'on ne va pas le chercher ; les éventuelles rentes de monopoles parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource sont une fraction du surplus social né du travail productif) ;
c) elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ;
d) si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique.

Propositions

Quelles conséquences tirer de tout cela pour la réflexion sur les « nouveaux indicateurs de richesse » ?

Ne pas s'illusionner sur la possibilité de « compléter » le PIB en son sein. Le PIB est incomplétable, sauf à accepter de tout monétiser. Le diminuer des dégâts supposerait qu'on ne distribue plus les revenus monétaires correspondant à ces flux de « productions en forme de dégâts », sauf à ne plus avoir d'équivalence entre agrégat de produit et agrégat de revenu.

Distinguer les indicateurs de stocks et de flux.

Distinguer les indicateurs de stocks ou flux de richesses produites (donc relevant de la comptabilité monétaire) et les indicateurs de stocks ou flux de richesses naturelles non produites (ne relevant pas de la comptabilité monétaire) ; sur ce point, ne pas confondre les consommations intermédiaires de ressources naturelles qui impliquent une production humaine (et donc comptabilisée comme telle en monnaie) avec la prétendue « valeur intrinsèque » des dites ressources ou avec leur prétendu « apport » à la valeur ajoutée nette.

Construire des indicateurs sociaux et environnementaux distincts du PIB, avec d'autres unités que la monnaie : indicateurs physiques, indicateurs qualitatifs (taux de chômage, temps disponible, indice de santé, etc.).

Enfin, ne pas substituer à la critique du capitalisme et de la conception de la richesse qu'il privilégie (la valeur marchande) une critique de son indicateur fétiche. La focalisation sur le thermomètre laisserait dans l'ombre le profit comme finalité de l'activité humaine, c'est-à-dire le capitalisme lui-même. C'est en cela que, une fois débarrassée des multiples scories que le marxisme a véhiculées durant tout le XXe siècle, la théorie qui situe la création de valeur ajoutée nette dans le seul travail reste la pierre angulaire d'une critique sociale radicale. Il restera alors à ne pas y réduire toute critique, car l'exploitation du travail ne contient pas toutes les formes de domination, ni toutes les formes de prédation.

Je conclus en me demandant si la priorité donnée à la critique de l'outil de mesure par rapport à l'objet de la mesure ne participe pas d'une posture épistémologique assez idéaliste, renvoyant les effets de structure aux représentations sociales et uniquement à elles. Imputer les dégâts sociaux et écologiques à telle ou telle représentation de la richesse, fût-elle erronée, est un travers dans lequel nombre de travaux sont tombés au cours des dernières années. Certes, il ne s'agit pas de nier tout effet des représentations collectives sur la réalité. L'idéel est dans le matériel, comme le dit Maurice Godelier [1984], mais le renversement complet d'une problématique matérialiste paraît pour le moins risqué. Le proverbe nous prévient du danger de prendre les représentations de la réalité pour elle-même : quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt.

Références citées

- Altvater E. [1992], *Der Preis des Wohlstands, oder Umweltplünderung und neue Welt(un)ordnung*, Münster, Verlag Westfälisches Dampfboot.
- Altvater E. [1997], « Les contradictions de l'économie politique libérale dans un monde de ressources naturelles fini, Coûts globaux de cette société industrielle », *Page 2*, « La nature à bons comptes », Numéro spécial, n° 8-9, janvier-février, p. 23-39.
- Altvater E. [2003], « Is there an ecological marxism ? », Lecture at the Virtual University of CLACSO, Consejo Latinoamericano de las ciencias sociales.
- Ayres R.U. [2000], « Two paragims of production and growth », Fontainebleau, Center for the management of environmental resources, INSEAD.
- Ayres R.U. [2001], « The minimum complexity of endegenous growth model : the role of physical resource flows », *Energy-The International J.*, 26, p. 817-838.
- Burkett P. [2006]. *Marxism and ecological economics, Toward a red and green political economy*. Boston, Brill.
- Burkett P., Foster J.B. [2006], « Metabolism, energy and entropy in Marx's critique of political economy : Beyond the Podolinsky's myth », *Theory and Society*, 35, p. 109-155.

- Centre d'analyse stratégique [2008], « Au-delà du PIB, le bonheur ? », *La Note de veille*, n° 91, février.
- Cochet Y. [2005], « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin, p. 15-30.
- Douai A. [2007], « Wealth, well-being and value(s): a contribution of heterodox economics for a (real) transdisciplinary dialogue within ecological economics » Paper for the 7th International Conference of the European Society for Ecological Economics, « Integrating Natural and Social Sciences for Sustainability », Leipzig, 5th-8th June.
- Easterlin R. [1974], « Does economic growth improve de human lot ? Some empirical evidence », *in* David P.A., Reder M.W. (eds), *Nations and households in economic growth*, New York, Academic Press, p. 89-125.
- Fleubaey M., Gaulier G. [2006], « Comparaisons internationales de niveaux de vie: Un nouvel indicateur », http://sceco.univ-poitiers.fr/teir/olivier/pdf/fleurbaey.pdf.
- Foster J.B. [2000], *Marx's ecology : Materialism and nature*, New York, Monthly Review Press.
- Foster J.B. [2002], *Ecology against capitalism*, New York, Monthly Review Press.
- Gadrey J., Jany-Catrice F. [2005], *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères.
- Godelier M. [1984], *L'idéel et le matériel*, Paris, Fayard.
- Gorz A. [2008], « Richesse sans valeur, valeur sans richesse », *Ecologica*, Paris, Galilée.
- Harribey J.M. [1996], « Développement soutenable et réduction du temps de travail, Analyse critique appliquée au cas de la France », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Paris I, Sorbonne.
- Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey J.M. [2004-a], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, tome LVII, n° 4, p. 59-96, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/productif-non-marchand.pdf.
- Harribey J.M. [2004-b], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, « Marx et Foucault », n° 36, septembre, p. 151-180, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf.
- Harribey J.M., [2005-a], « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'Homme et la société*, n° 156-157, avril-septembre, p. 27-43, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/couple-richesse-valeur.pdf.
- Harribey J.M., [2005-b], « La richesse au-delà de la valeur », *La revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n° 26, second semestre, p. 349-365, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/richesse+valeur.pdf.
- Harribey J.M. [2005-c], « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre, p.151-158, http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf.
- Harribey J.M. [2006], « Le capitalisme va-t-il jusqu'à transformer les catégories pour en rendre compte ? », *Espaces Marx Aquitaine-Bordeaux-Gironde : Explore-Confronter-Innover*, Lettre trimestrielle n° 12, Economie& pollitique(s) (2), avril-juin., http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/categories.pdf
- Harribey J.M. [2008], « Valeur-travail, transformations du capitalisme et primat de l'économie : controverses, malentendus et contresens », *L'Homme et la société*, à paraître.
- Keynes J.M. [1936], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot, 1969.
- Lindenberger D., Kümmel R. [2002], « Energy-Dependent Production Functions and the Optimization Model « PRISE » of Price-Induced Sectoral Evolution »,*Int. J. Applied Thermodynamics*, Vol 5 (n° 3), sept., p. 101-107, http://theorie.physik.uni-wuerzburg.de/TP1/kuemmel/IJAT.pdf.
- Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.
- Méda D. [2001], « Quelques notes pour en finir (vraiment) avec la "fin du travail" », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Travailler est-il (bien) naturel ? Le travail après la "fin du travail" », n° 18, 2e semestre, p. 71-78.
- Morishima M. [1973], *Marx's Economics : A Dual Theory of Value and Growth*, Cambridge, Cambridge University Press.
-Okishio N. [1963], « A Mathematical Note on Marxiam Theorems », *Weltwirtschaftliches Achiv*, vol. XCI, p. 287-299.

- Nordhaus W., Tobin J. [1973], « Is growth obsolete ? », *The measurement of economic and social performance, Studies in income and wealth*, NBER, vol. 18, http://cowles.econ.yale.edu/P/cp/p03b/p0398ab.pdf.
- OCDE [2007], « Déclaration d'Istambul », http://www.oecd.org/dataoecd/23/14/39558112.pdf.
- Osberg L., Sharpe A. [2003], « Evaluer l'indice de bien-être économique dans les pays de l'OCDE », *Travail et emploi*, n° 93, janvier.
- Pigou A.C. [1920], *The economics of welfare*, London, Macmillan, éd. fr. *L'économie de bien-être*, Paris, Dalloz, 1958.
- Réseau d'alerte sur les inégalités, http://www.bip40.org/fr.
- Tanuro D. [2008], « Energie de flux ou énergies de stock ? Un cheval de Troie dans l'écologie de Marx », International seminar « In the face of climate change, energy revolution and social transformation », International Institute for Research and Education (IIRE), Amsterdam, 2008, Feb. 23-26.
- Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.